

Edition française

Supplément de
LA LIBRE PENSÉE INTERNATIONALE
Redaction et administration :
Ernest Peytrequin, 4, rue de
la Louve, Lausanne (Suisse),
et Evian-les-Bains (France).
La rédaction de la « Voix
de l'Humanité » et celle de
la « Libre Pensée internatio-
nale » sont indépendantes
l'une de l'autre.

La Voix de l'Humanité

Paraît tous les samedis

Le service du journal est gratuit
tant que les circonstances ac-
tuelles dureront. — Prière de
nous adresser les commandes
La Voix de l'Humanité n'est sou-
tenue que par les cotisations
volontaires des amis de notre
cause ; elles seront toujours
reçues avec reconnaissance.
Nous autorisons la reproduc-
tion de toutes nos études.

Guerre ou arbitrage ?

UN PROBLEME DE DEMAIN

Nous détachons les appréciations qui suivent d'une enquête sur « Le rôle de la violence dans les conflits de la vie moderne », menée par R. Broda avec la collaboration de P. Descamps, Fernand Mazade et Is. Polako et publiée dans la « Bibliothèque des Documents du Progrès » (Paris, M. Giard et E. Brière, libraires-éditeurs, 16, rue Soufflot, 1913).

Dûment autorisés, nous reproduisons in extenso quelques parties de l'enquête et citons des passages d'autres réponses. Nous jugeons toutefois de notre devoir d'attirer l'attention de nos lecteurs sur le fait que ces appréciations ont été écrites en majeure partie pendant l'année 1912. Quelques-uns des auteurs ont sans doute modifié leur opinion depuis cette date, sous l'impulsion de la crise actuelle, et s'exprimeraient d'une manière bien différente si nous leur posions les mêmes questions en novembre 1914. Mais nous jugeons que leurs opinions en temps de paix, formées d'une manière réfléchie, libres de toute influence de la passion, sont peut-être même plus dignes d'être retenues que les thèses éphémères nées un peu par tout actuellement au milieu des passions de la lutte.

Les appréciations que nous citons sont les réponses aux questions suivantes qu'on avait posées aux différentes personnalités :

1. La violence (guerre, révolution, grève, loi de Lynch, duel, etc.) vous semble-t-elle le meilleur moyen de trancher les conflits économiques, politiques et personnels ?

Si oui :

2. Quels sont les avantages qui compensent les pertes matérielles et les dommages évidents que les actes ci-dessus énumérés font subir, soit à la collectivité, soit à l'individu ?

Si non :

3. Quelles formes d'arbitrage ou quelles autres mesures légales proposez-vous pour remplacer ces moyens violents ?

Vu le fait que l'intérêt actuel se concentre exclusivement sur le problème de la guerre, nous laissons de côté les passages des réponses se rapportant à la grève et au duel.

La rédaction de la « Voix de l'Humanité ».

Réponse du docteur Osman Ghaleb bey,
ancien sous-directeur de la Faculté de médecine
et des hôpitaux du Caire.

La violence, avec ses formes variées et nuancées, est pour le moment le seul facteur efficace pour l'élaboration du progrès des organismes sociaux présents et futurs, et surtout pour la solution des grands problèmes, tels que l'émancipation des peuples asservis.

Y aura-t-il jamais des moyens pacifiques ? L'avenir seul en répondra. Dans tous les cas, je n'y crois pas pour longtemps.

Le choix d'une forme spéciale de la violence dépend des circonstances, du milieu, de l'état de force ou de faiblesse, de la solidarité et de l'union des éléments constituant une société, ou, enfin, de leur division soigneusement entretenue par l'exploiteur.

Dans cette lutte générale et inégale, le sacrifice de l'individu ne doit pas compter. Il y aura toujours perte des deux côtés, sans doute minime pour le fort ; mais le faible vaincu ne doit jamais se tenir pour battu, les formes de la violence étant variées. Peut-être, de guerre lasse, le fort finirait par céder.

Dans cette lutte pour la liberté, l'indépendance et la justice, on doit avoir présent à l'esprit la parole mémorable du poète arabe :

« L'homme doit vivre pour le bonheur d'autrui, — et le guerrier doit vaincre pour que les lauriers de la victoire soient cueillis par les frères de l'avenir. »

Réponse de M. Charles Richet,

de l'Académie de médecine.

De toutes les violences à redouter, il ne reste vraiment que la guerre. C'est la grande coupable. Car elle sévit sur nous, même quand elle n'est pas déchaînée. Même en temps de paix, elle amène les ruines et les deuils. Et puis, — ce qui est grave, — elle affecte les apparences de la vertu. C'est le dol et le vol ; mais le dol et le vol se parent de beaux vêtements, parlent un langage sonore, se dissimulent sous les dehors du patriotisme, de l'énergie, de la vaillance. Il faut dépouiller la guerre de cette défroque. Elle n'a rien à faire ni avec le patriotisme, ni avec l'énergie, ni avec la vaillance ; elle est tout simplement le mensonge et l'assassinat. Rien de plus, rien de moins.

Et alors, pour la vaincre, il suffira d'un faible effort. Il y a déjà un tribunal international ; il faut donner à ce tribunal d'arbitrage force de loi. Il faut que l'arbitrage international soit obligatoire. Une fois qu'on aura institué cette obligation de l'arbitrage, les armes tomberont d'elles-mêmes ; et il n'y aura plus de grandes et meurtrières guerres à redouter. La civilisation suivra son chemin en paix ; — et les progrès seront très rapides.

Réponse du docteur Wilh. Ostwald,

ancien professeur de l'Université de Leipzig,
lauréat du prix Nobel.

La violence sous toutes ses formes est, parmi tous les moyens de vider des différends entre individus ou groupes d'individus, le moyen le plus primitif et, par suite, le plus grossier, le moins approprié au but qu'on se propose. D'après le principe du rapport maximum de qualité de l'énergie transformée, principe qui est l'idéal et le criterium de toutes les actions humaines, la violence doit donc être remplacée partout par de meilleures formes de composition. Ces meilleures formes se caractérisent par une diminution correspondante de la dépense d'énergie et se manifestent de deux manières : d'abord par la création « préalable » d'un état de choses juridique (traités, etc.), permettant d'éviter autant que possible les conflits, — puis par la création d'instances jouissant de la confiance de tous (cours d'arbitrage, etc.) et aplanissant, sans user de violence, les conflits qui peuvent surgir.

Il n'existe pas d'« heureuse » sélection au moyen de la guerre et des autres manifestations de la violence, mais bien une mauvaise sélection, la guerre et ses conséquences favorisant les natures violentes et ennemies du droit.

Réponse du docteur Sakunoshu Motoda, de Tokio.

Je ne suis pas d'avis que les conflits internationaux ou autres doivent être tranchés par la force, exception faite pour le cas de légitime défense.

Dans le stade actuel de la civilisation, il se produit souvent des attaques sans raison, attaques qui visent l'existence, soit d'une nation, soit d'un individu. Alors, et seulement alors, il est

licite de se défendre en recourant à la violence.

Mais il n'y a qu'un moyen permettant d'aplanir les conflits sans l'aide de la violence : ce moyen, c'est la morale. Aucune institution n'est capable de mettre fin à la décisive prépondérance de la force brutale. Il faut donc développer la conscience morale, aussi bien collective qu'individuelle.

Réponse du docteur Michael Mayr,

professeur de l'Université d'Innsbruck,
membre du Reichsrath autrichien.

Ma réponse sera brève.

Elle sera formelle.

Le véritable progrès doit peu à peu supprimer la violence sous toutes ses formes, en la remplaçant par des institutions juridiques.

Réponse de M. Wilhelm Börner,

secrétaire de la Société éthique autrichienne.

La guerre est la conséquence des rapports anarchiques qui existent aujourd'hui entre les Etats, et le seul cas où elle soit moralement justifiée, c'est lorsqu'elle constitue la légitime défense d'un Etat traitreusement lésé dans ses droits.

Pour remplacer la guerre, il faut instituer des cours d'arbitrage international permanentes, qui devront surtout prévenir les conflits.

D'une façon générale, la violence disparaîtra de la vie publique et privée dans la mesure où les conflits deviendront moins injustes, moins aigus, moins égoïstes. Le plus sûr moyen de l'écartier est donc de développer les sentiments de justice et de responsabilité, de répandre les idées d'altruisme, de dévouement à l'idéal social.

Et l'on n'y arrivera certainement que par une plus profonde éducation morale du peuple tout entier, par une éducation morale reposant sur des bases purement humaines.

Réponse du docteur Julius von Pflugk-Hartung,

archiviste et professeur, à Berlin.

Tous les actes de violence me semblent condamnables, parce qu'ils sont immoraux, excepté lorsqu'il s'agit d'empêcher ou de punir des crimes. Mais, objectivement, l'histoire de nombreux siècles nous apprend que la force, et l'acte de violence provenant du sentiment que l'on a de sa force, l'ont toujours emporté sur le droit, sauf quand le droit se transformait en force. Il s'agirait donc d'aider partout le droit à devenir, autant que possible, la force : il faudrait, en quelque sorte, réaliser l'unité du droit et de la force.

Le meilleur moyen d'atteindre ce but est la création de tribunaux d'arbitrage ; mais il faut que ces tribunaux aient le pouvoir de faire exécuter leur décision et de punir les infractions à leur sentence.

Réponse de sir Thomas Barclay,

de Londres.

A mon avis, l'emploi de la violence n'est légitime que lorsqu'il a été précédé d'un arbitrage et que, tous les moyens pacifiques étant épuisés, il est impossible d'assurer autrement l'exécution de la sentence rendue par les arbitres.

Je ne puis concevoir aucun système de règlement des conflits qui permette d'écartier la prépondérance décisive de la force brutale.

Même une confédération générale d'Etats, chargée de veiller à l'observation des sentences

d'un tribunal d'arbitrage international, ne représentera qu'un appel à la force numérique, et les décisions de ce tribunal ne pourront être imposées à une nation récalcitrante que par la force. « Quis custodiet ipsos custodes ? »

Que la force brutale ne serve qu'à faire exécuter les décisions arbitrales et non à les réduire à néant, voilà à quoi doit tendre l'effort des pacifistes.

Réponse du docteur Karl von Amira,

professeur à l'Université de Munich.

Les tribunaux d'arbitrage, pour régler les conflits du travail et les affaires d'honneur à l'intérieur d'un Etat, et les cours d'arbitrage international, pour vider les différends entre Etats, se révèlent de plus en plus comme d'excellents moyens d'exclure la violence. Les cours d'arbitrage international notamment rendront aussi, avec le temps, impossible que les rapports entre Etats, une fois réglés légalement, soient ébranlés de nouveau par des actes de violence. Cependant, il ne faut pas voir dans ces cours d'arbitrage, une panacée. Car la question sera toujours de savoir si l'on respectera leurs décisions. A l'intérieur de l'Etat, on peut prendre, et l'on prend d'ordinaire des dispositions « légales » pour que les parties se conforment à la sentence d'arbitrage. Il n'en est pas de même d'Etat à Etat. Ici, la seule mesure possible serait de conclure entre les divers Etats des traités créant une police internationale. Mais pour que les traités entre Etats atteignent leur but, il faut qu'ils soient exécutés volontairement. Aussi, en fin de compte, tout dépendra-t-il du degré d'intelligence des peuples et de leurs gouvernements. Il faut donc s'efforcer d'apprendre aux peuples à mieux se comprendre ; il faut leur montrer combien ils ont besoin les uns des autres.

Réponse de M. Pierre Baudin,

ancien ministre.

Tout ce qui, pratiquement, pourrait servir à l'arbitrage entre les peuples est salutaire, à la condition, bien entendu, que ce soit l'œuvre patiente de la persuasion et que chacun tienne compte, dans les concessions qu'il fera à la pratique de cette justice internationale, des dispositions de son adversaire à l'égard de cette même justice. Il faut bien se garder de compter sur elle quand on se trouve en opposition avec un antagoniste qui, lui, ne compte que sur la force.

Il me paraît donc inutile de raisonner là-dessus comme si on était seul en cause.

A cet égard, on ne doit pas chercher à prendre une avance excessive sur les idées de son pays et sur celles de son temps.

Réponse de M. Otto Umfrid,

président de la Société de la paix, à Stuttgart.

La guerre apparaîtra en fait comme une entreprise non seulement criminelle, mais inutile, si l'on garantit aux Etats la possession de leurs territoires, si l'on ouvre au commerce toutes les portes, si l'on permet aux Etats surpeuplés de déverser sur les pays d'outre-mer le trop plein de leur population (grâce à des traités de colonisation et en appliquant la loi de l'hospitalité), et si l'on règle par voie d'arbitrage les conflits qui pourraient surgir. Que si, ces rapports de légalité une fois établis entre les nations, il se produisait sur quelque point de la terre une révolte menaçant de troubler cet ordre légal, les puissances alliées devraient la réprimer par la force. Et cet acte de violence, accompli non pas dans l'intérêt égoïste d'une seule nation, mais au nom du droit divin de l'humanité, ne serait plus illégitime, ne serait plus une guerre, mais une mesure de police.

Réponse du docteur Auguste Forel,

ancien professeur de psychiatrie à l'Université de Zurich.

A mon avis, la guerre entre peuples civilisés doit être remplacée pour commencer par l'arbitrage (je ne puis décider par quelle forme, faute

de connaissance suffisante de la matière), puis par une fédération pacifique des nations civilisées, fédération aussi possible que celle des Etats-Unis de l'Amérique du Nord ou des Etats de l'Allemagne ou de la Suisse.

P.-S. — Au point de vue de l'évolution de la race, la guerre moderne n'est plus un facteur de progrès, bien au contraire, car elle élimine les individus forts et non plus les faibles comme autrefois. Elle devra être remplacée par l'eugénisme (Fr. Galton), c'est-à-dire par la sélection humaine des sains, des intelligents, des altruistes et des persévérants, puis par l'hygiène de la race (stérilisation des dégénérés, suppression de l'usage des boissons alcooliques, etc.).

Réponse de M. Georges Yvetot,

ancien secrétaire de la Confédération Générale du Travail (section des Bourses).

Je crois que jamais une guerre ne serait déclarée si les travailleurs, — qui supportent tous les frais de la guerre, — étaient capables de comprendre qu'on les fait se battre pour des intérêts qui ne sont pas les leurs. De plus, jamais un gouvernement n'oserait assumer la responsabilité d'une déclaration de guerre s'il savait d'abord que le peuple est décidé à résister et que la guerre c'est en même temps la révolution. Et l'idée se répand heureusement parmi les travailleurs qu'à une déclaration de guerre ils doivent répondre par une déclaration de grève générale immédiate et qu'à l'ordre de mobilisation ils doivent répondre par l'insurrection. Le parti socialiste et la C.G.T. en formulent le vœu dans chacun de leurs congrès. A l'étranger, même en Allemagne, l'idée marche. Cette attitude énergique et résolue des travailleurs conscients a plus fait pour la paix universelle que tous les congrès de la paix et tous les tribunaux d'arbitrage. La crainte de la révolution est le commencement de la sagesse pour les financiers et tous les parasites dont les gouvernants et les politiciens de la presse et du Parlement sont les valets. Si quelqu'un mérite le prix Nobel, c'est le militant syndicaliste révolutionnaire antimilitariste et antipatriote qui impose la paix aux gouvernants en les menaçant de la révolution qu'il préconise et qu'il prépare avec conviction dans les masses profondes du peuple qui souffre, qui pense et qui travaille en attendant qu'il se révolte ! (1)

Réponse de M. Paul Margueritte,

de l'Académie Goncourt.

Je déplore la violence quelle qu'elle soit et d'où qu'elle vienne.

Je la réprouve.

Mais connaissez-vous un moyen de l'éviter, sinon d'imposer le respect d'autrui, individu ou peuple, par la violence elle-même, là où la persuasion échoue ?

Nous sommes encore dans la nuit des grands fauves. Cependant, une aube pâle se lève. Mais le jour, le grand jour pur de l'ère de bonté et de justice, les fils de nos fils le verront-ils ?

Espérons pourtant.

Réponse de M. Edmund Fischer,

membre du Reichstag allemand.

La guerre est, plus que tout autre genre de violence, un moyen grossier, bestial, de vider les différends entre peuples. Mais les tribunaux d'arbitrage seront insuffisants pour faire disparaître la guerre, tant que sera tout-puissant dans de fortes nations, un esprit brutal, belliqueux, et sans cesse entretenu par les armées permanentes. La plupart des guerres actuelles sont des luttes de concurrence, pour des placements financiers (emprunts, chemins de fer, mines, etc.) dans des pays où l'industrie est encore peu développée (Afrique du Sud, Perse, Maroc, Chine,

1) Nous tenons à rappeler à nos lecteurs que cette étude a été écrite en 1912. Inutile d'insister sur le fait qu'elle a été cruellement démentie par les événements.

et autres) ; ce sont des guerres capitalistes. Mais un peuple élevé dans des sentiments d'humanité et de solidarité humaine, un peuple civilisé, ne peut se résoudre à décider de toutes ses affaires politiques ainsi que de la guerre et de la paix, ne peut traîner ni ces guerres-là, ni d'autres, à moins qu'il ne soit directement attaqué. Les moyens de vaincre la guerre sont donc : démocratisation de l'Etat, lutte contre le militarisme, abolition des armées permanentes, éducation s'inspirant des idées socialistes de fraternité et de solidarité internationales.

Réponse de M. Frederic-J. Gould,

de Londres.

Tous les gouvernements, toutes les institutions d'un caractère moral devraient se prononcer en faveur : 1° du tribunal d'arbitrage de La Haye ; 2° du remplacement des flottes nationales par une flotte internationale, entretenue en commun par tous les gouvernements, pour la police des mers ; 3° de la transformation des armées permanentes en des milices démocratiques qui devraient peu à peu de simples organes de police.

Réponse de M. Desdevises du Déze,

doyen de la Faculté des lettres de Clermont-Ferrand, président de section de l'Association de la paix par le droit.

Je ne puis comprendre le monde haineux, saturé de haine exaspérée jusqu'à la folie, — nous vivons. Ces religions qui se haïssent, ces peuples qui rêvent de s'exterminer, ces partis qui mènent entre eux une guerre de sauvages, ces hommes qui se détestent, se calomnient, se méprennent, se trompent, se mentent, se ruinent sont toujours prêts à danser la danse du scandale tout cela me paraît incompréhensible. Il me semble que l'homme a été créé trop intelligent pour sa brutalité foncière ; son intelligence n'a servi qu'à développer ses vices et qu'à lui fournir les moyens plus exquis de mal faire.

La haine empoisonne l'air que nous respirons, et nous pouvons à chaque instant, comme individus ou comme citoyens, nous trouver face de la violence individuelle, de la violence syndicaliste (ou capitaliste), de la violence révolutionnaire (ou réactionnaire), de la violence étrangère, la pire de toutes, puisqu'elle nous expose tous à la servitude.

Il est donc de prudence vulgaire de ne pas laisser tomber nos armes, et, tout en faisant tous nos efforts pour demeurer en paix, de nous tenir prêts à repousser toutes les formes de violence auxquelles l'individu, la corporation, la société ou la nation peuvent être en butte.

Réponse du docteur Heinz Potthoff,

ancien député au Reichstag (Dusseldorf).

La « critique de la raison » ne peut que prouver les moyens violents et mettre à leur place le « droit », c'est-à-dire, au lieu de la guerre, la cour d'arbitrage de La Haye.

Réponse de M. A. Keufer,

secrétaire général de la Fédération française des travailleurs du livre.

Le rôle de la violence ne disparaîtra qu'à mesure que progresseront l'altruisme, le sentiment de la justice et de l'équité, lorsque la morale humaine interviendra dans la politique des Etats, lorsqu'elle prévaudra dans la politique nationale et dans les relations internationales.

Le développement de l'altruisme, une sorte de patriotisme « occidental », ne se réalisera qu'à mesure que sous l'influence d'une doctrine, d'une religion nouvelle qui ralliera les intelligences et réglera les sentiments. Le cœur doit jouer un rôle dans une opération aussi vaste, qui doit modifier au plus profondément les populations européennes mondiales, pour instaurer le régime industriel pacifique, terme final de l'évolution de l'humanité !

(A suivre.)